

(3) Les effets positifs et négatifs des institutions sur le chômage

Bernard Gazier

Stage Professeurs de SES Chambéry

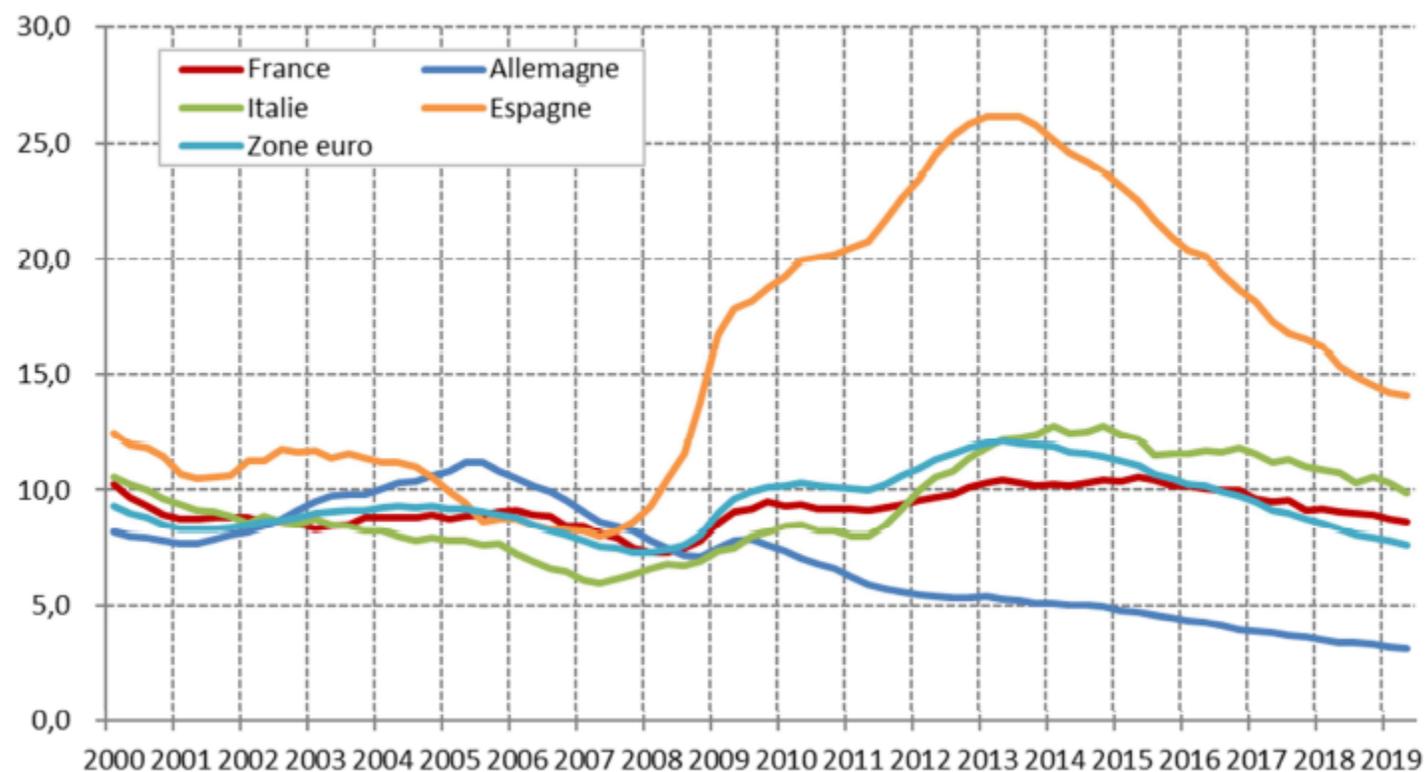
Lycée Monge 11 octobre 2021

Une interrogation récurrente et étroite qui tend à s'enrichir et se nuancer avec les évaluations et les controverses

- Chômage élevé -> examen au cas par cas des « usual suspects »
- 3.1 Salaire minimum
- 3.2 Législation protectrice de l'emploi
- 3.3 Assurance – chômage
- Prise de conscience du jeu combiné des institutions, avec le marché du travail lui-même comme une « institution sociale » (Robert Solow)

Eurosclérose (1)

Graphique 32 : Taux de chômage harmonisés des principales économies de la zone euro – moyenne trimestrielle en %

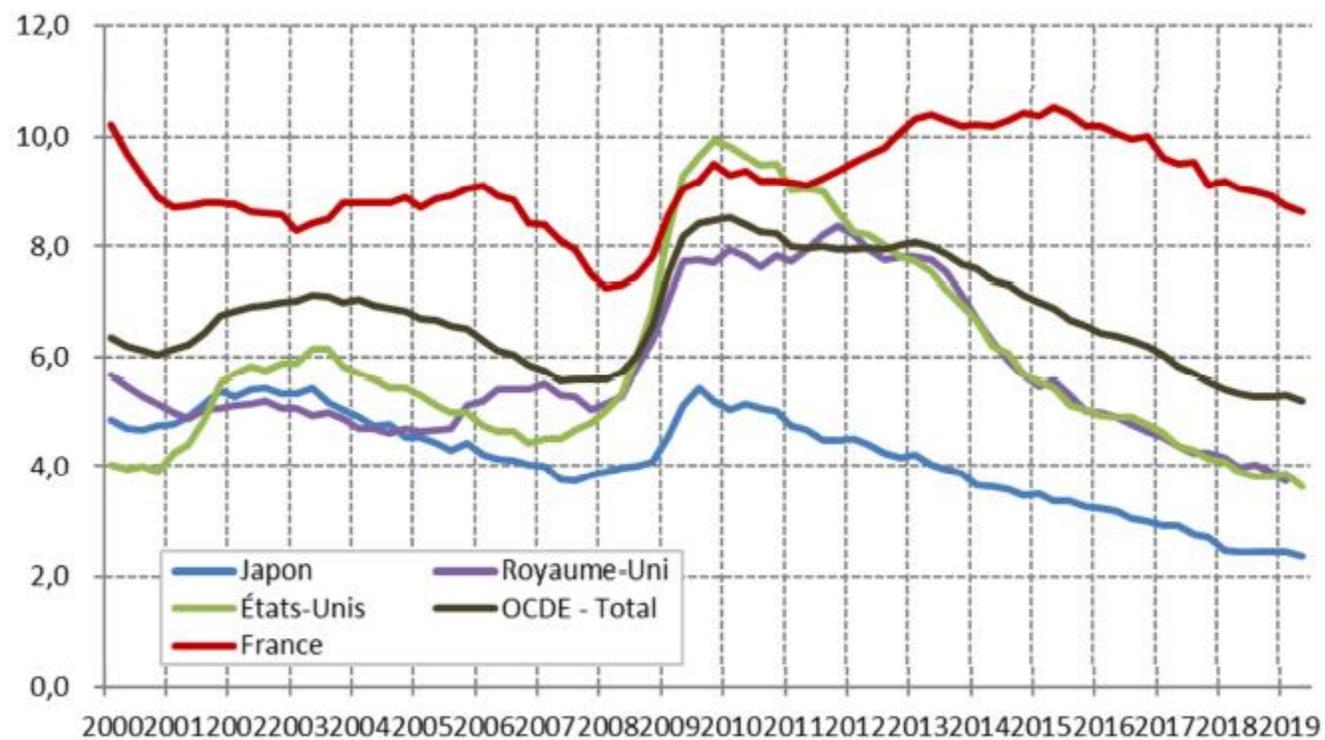


Sources : OCDE

Dernier point : 2019 T2

Euroscclérose (2)

Graphique 33 : Taux de chômage harmonisés des principales économies internationales – moyenne trimestrielle en %



Source : OCDE

Dernier point : 2019 T2 sauf pour le Royaume-Uni

Les « institutions » face au chômage : des « usual suspects »

- « institutions » = tout ensemble de règles venant encadrer et infléchir le libre jeu du marché du travail -> **entraves** ?
- Deux autres rôles possibles en théorie standard : **contre-pouvoir** en cas d'asymétrie des capacités de négociation, **coordination hors marché** par la prise en compte d'externalités
- Liste assez longue : salaire minimum, législation protectrice de l'emploi, assurance – chômage, mais aussi heures supplémentaires et temps de travail, revenus minima, prélèvements fiscaux et sociaux, négociations collectives plus ou moins centralisées, législation protectrice du travailleur (Inspection du Travail)...
- Travaux disponibles : la plupart du temps, examen séparé de chaque entrave et de ses effets positifs et négatifs, avec une insistance sur les effets contreproductifs
- On en restera à trois « institutions » majeures : W minimum, Législation Protectrice de l'Emploi (LPE), Assurance - Chômage

Mobilisées ici : les ressources du manuel de Gazier et Petit 2019

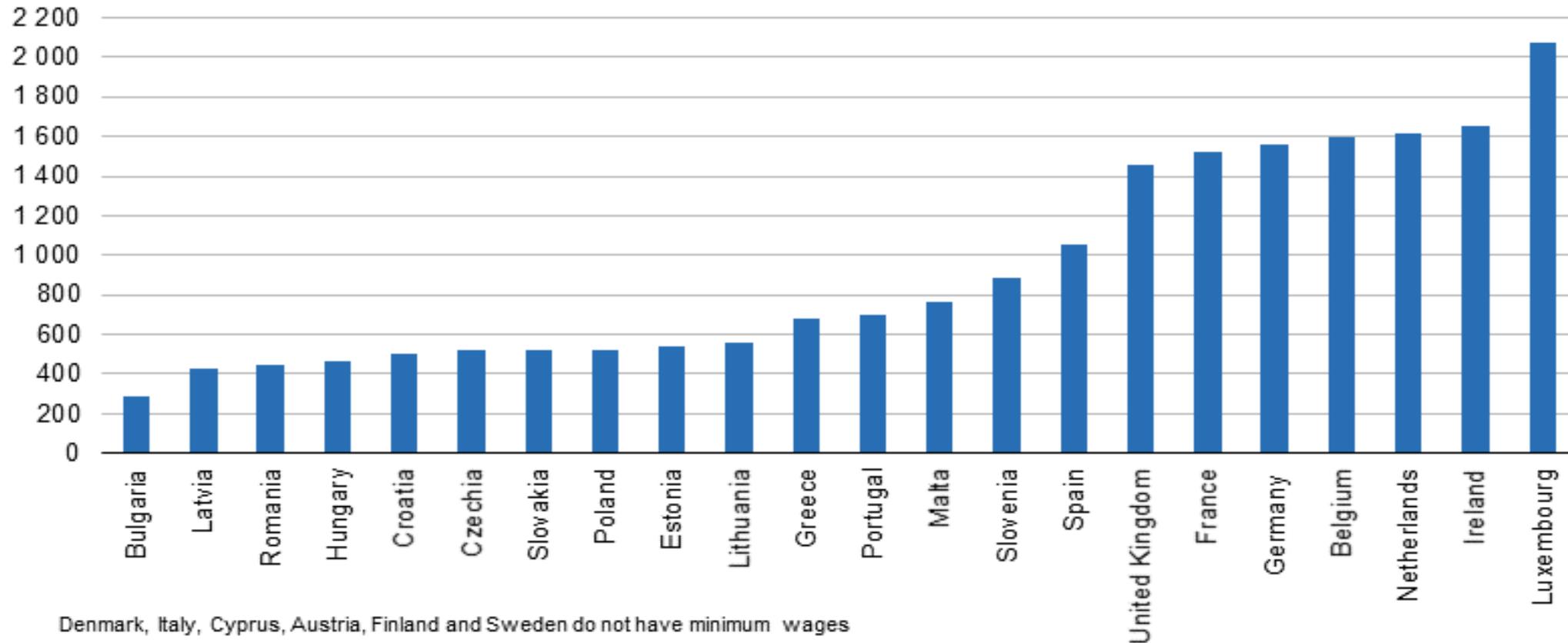
- Discussion générale sur les institutions et le marché du travail : chapitre X « Institutions et diversité des capitalismes » p. 357 - 388
- Salaire minimum : Gazier et Petit 2019, p. 69 à 74
- Législation protectrice de l'emploi : id., p. 315 – 320
- Assurance – chômage : id., p. 194 – 205
- Et aussi :
- Revenus minima et incitations à l'activité, id., p. 102 – 109
- Décentralisation des négociations collectives, id., p.348 - 354

3.1 Salaire minimum : cent ans de controverses

- ... mais des créations récentes, par exemple en Allemagne 2016
- Importante synthèse de Jérôme Gautié « Le salaire minimum et l'emploi », Presses de Sciences Po, 2020
- Trois méthodes de mesure des effets : (i) observer directement les variations de l'emploi et du salaire minimum, (ii) « expériences naturelles » (iii) trajectoires comparées de travailleurs rémunérés autour du salaire minimum
- Célèbre « expérience naturelle » de Card et Kruger (1994) : des effets *positifs* d'une hausse du salaire minimum sur l'emploi dans les fast-food du New Jersey face à ceux de la Pennsylvanie restés sans hausse

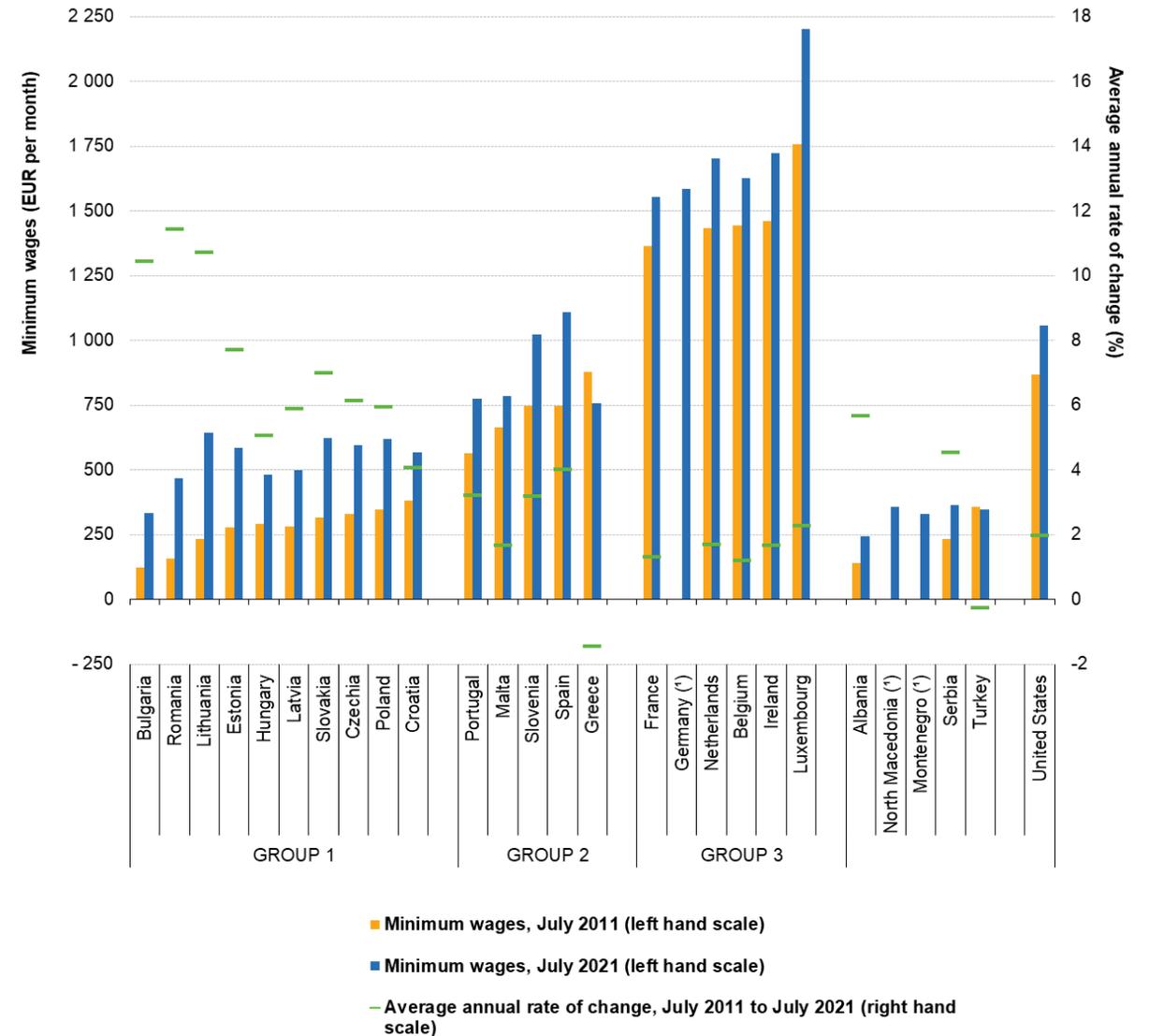
Salaire minimum en Europe janvier 2019

Minimum wages in the EU Member States, as of January 2019, in € per month



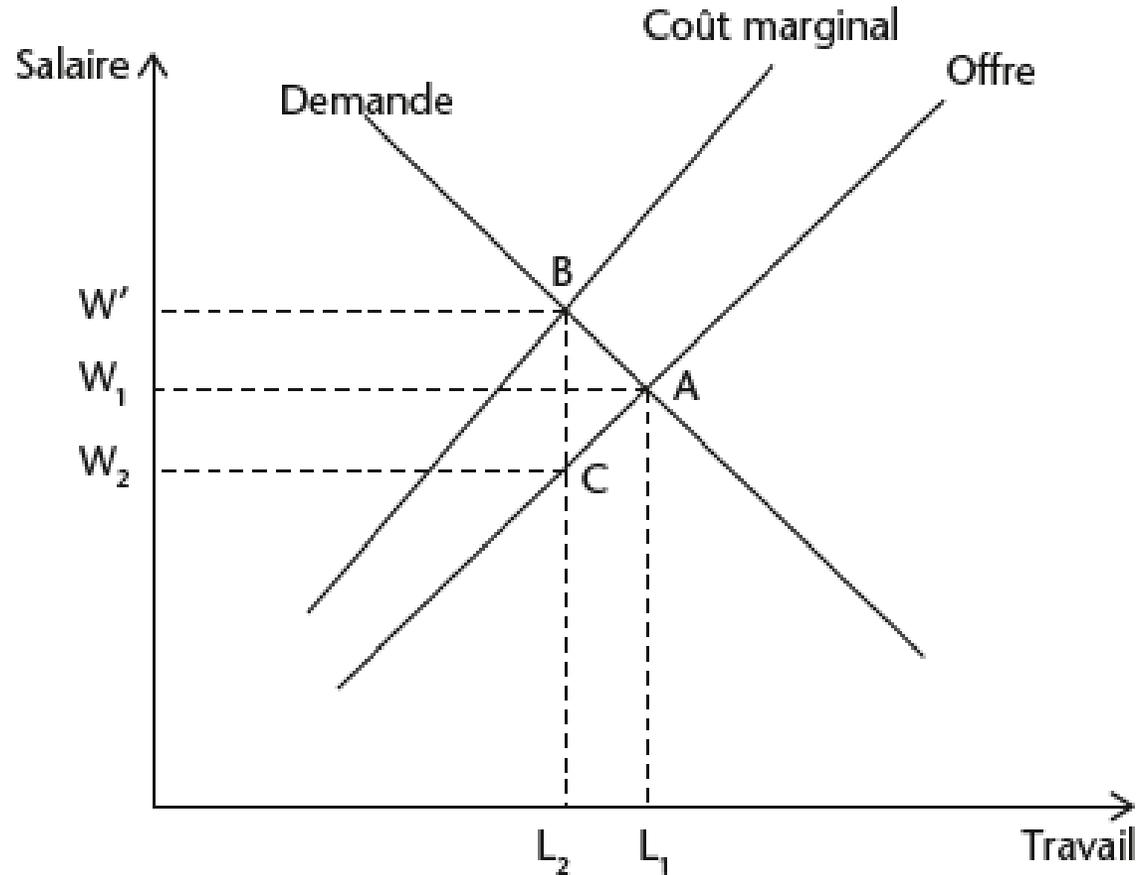
2011 – 2021 :
Europe
et E.U., des tendances
très nettes
à l'augmentation

Minimum wages, July 2011 and July 2021
(EUR per month and %)

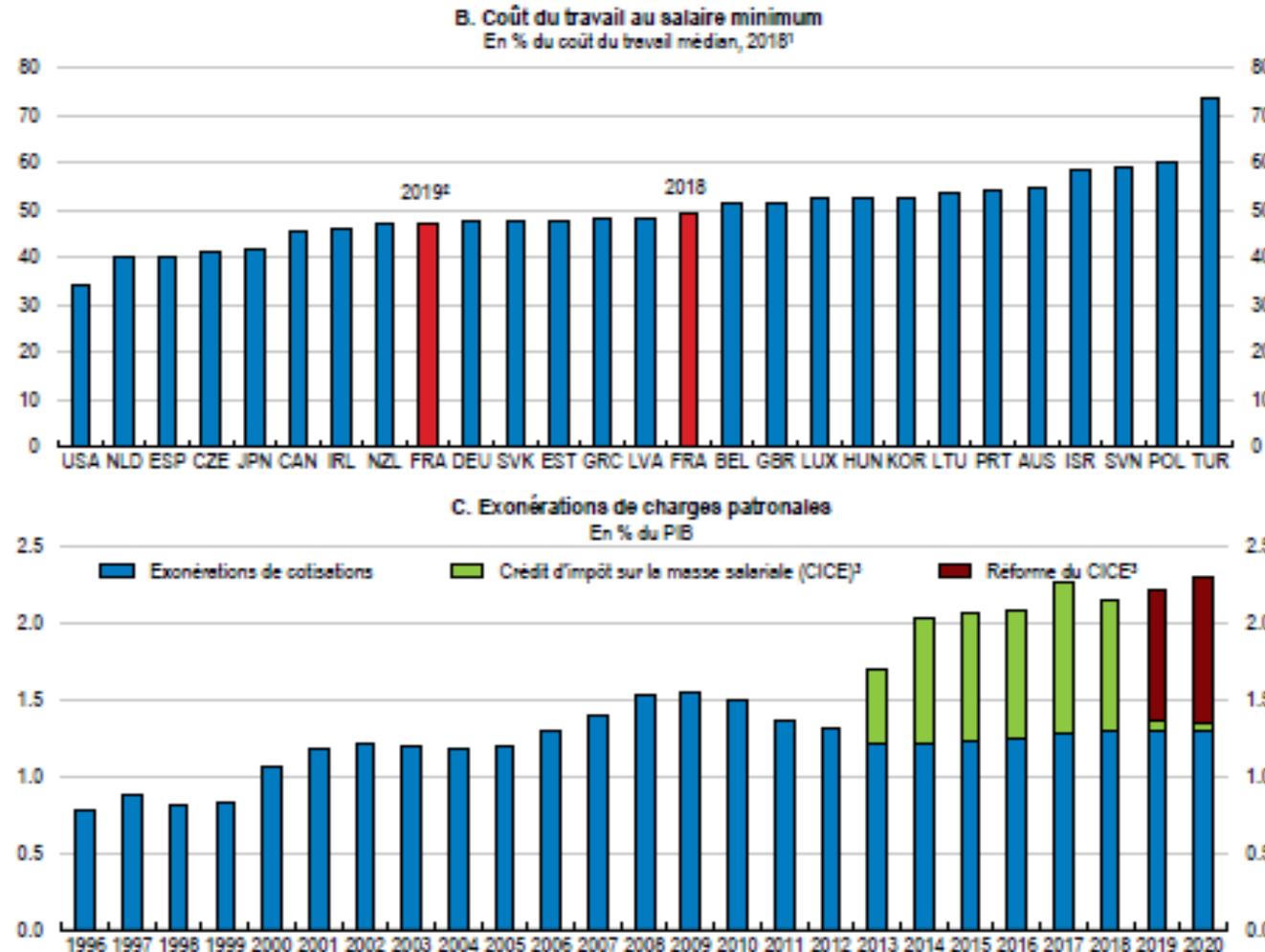


Note: Denmark, Italy, Cyprus, Austria, Finland and Sweden: no national minimum wage.
(*) January 2011 data and average annual rate of change not available.
Source: Eurostat (online data code: earn_mw_cur)

Equilibre du monopsonne : point C; une hausse du salaire peut *augmenter* l'emploi jusqu'au point A



Subventionner l'emploi peu qualifié : une spécialité française



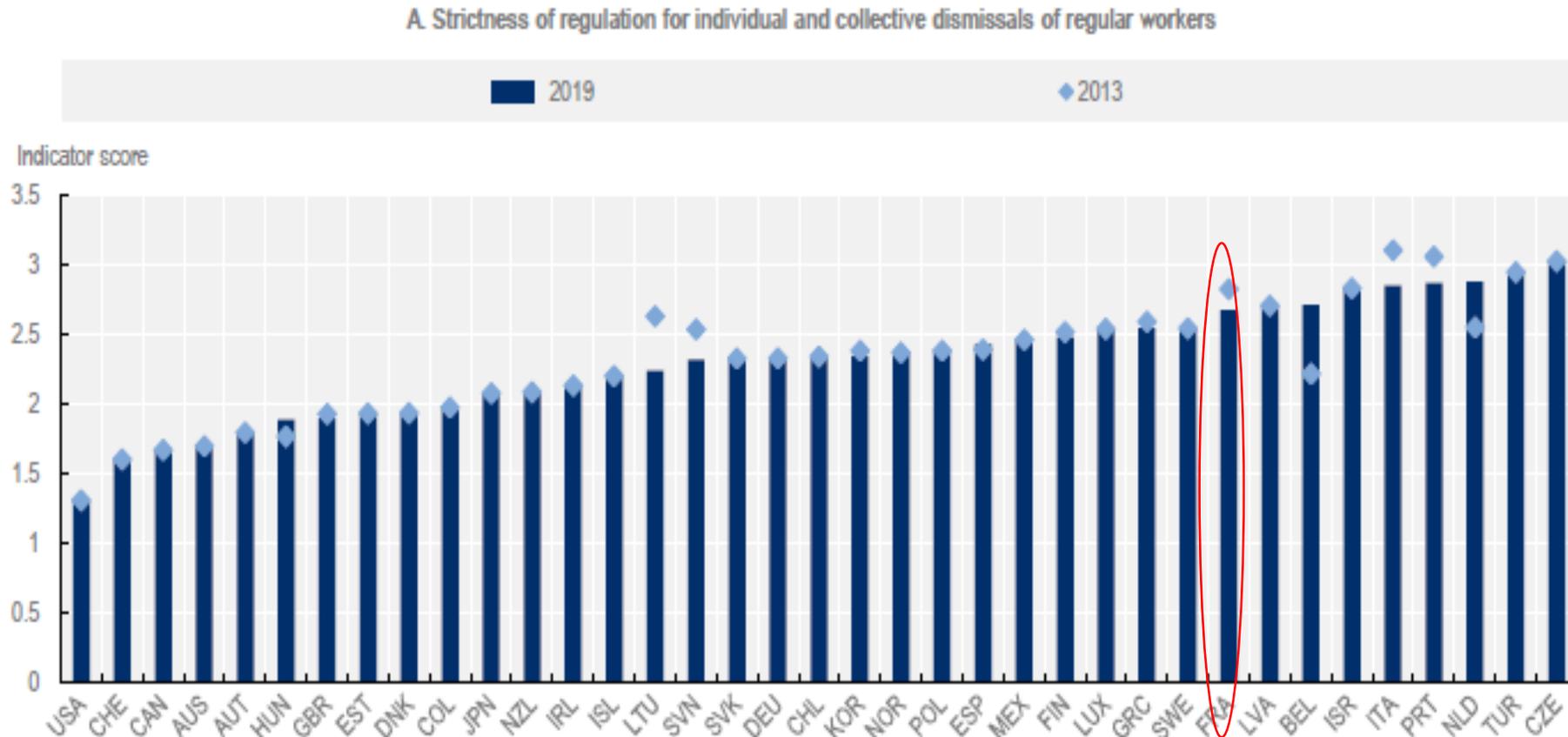
Un bilan indécis et ouvert

- Des évaluations livrant des résultats tantôt positifs tantôt négatif, plus négatifs pour les jeunes; en France toutefois, compensation par des allègements massifs de cotisations sociales
- T. Boeri et J. Van Ours, *The economics of imperfect labor markets*, Princeton U. Press, 2013 : « Les travaux empiriques récents échouent à fournir des résultats non ambigus sur les effets d'un salaire minimum sur l'emploi »
- Les situations d'oligopole sont « envahissantes » (« pervasive ») selon Alan Manning, cf. son livre « Monopsony in motion » (Princeton U. Press, 2003); elles justifient un salaire minimum « raisonnable »
- Dues notamment aux « frictions de recherche » : il est coûteux pour un travailleur (une travailleuse) de quitter son emploi -> marge de manœuvre pour son employeur -> recherche partout d'un niveau « raisonnable »
- Effets sur la pauvreté dans l'emploi, peu efficaces car beaucoup de « miettes d'emploi » sur lesquelles le salaire minimum n'a que peu de prise

3.2. Législation protectrice de l'emploi

- Motifs : asymétrie des positions entre travailleur et employeur, coûts privés : coûts supportés par la personne privée de son emploi supérieurs aux coûts supportés par l'entreprise; externalités pour la société, coûts privés et coûts sociaux : divergence entre le coût supporté par l'entreprise qui licencie et la société qui doit indemniser / gérer un(e) chômeur(euse).
- Trois composantes contribuant à un index pour l'OCDE : protection des travailleurs individuels; protection face aux licenciements collectifs; restrictions à l'embauche de travailleurs temporaires
- Des effets sur l'emploi ambivalents : réduisant les flux de licenciement et les flux d'embauche, effets nets indécis; un marché du travail ralenti ?

LPE (1) classement et réformes récentes, licenciement individuel et collectif de travailleurs réguliers (OCDE 2020)

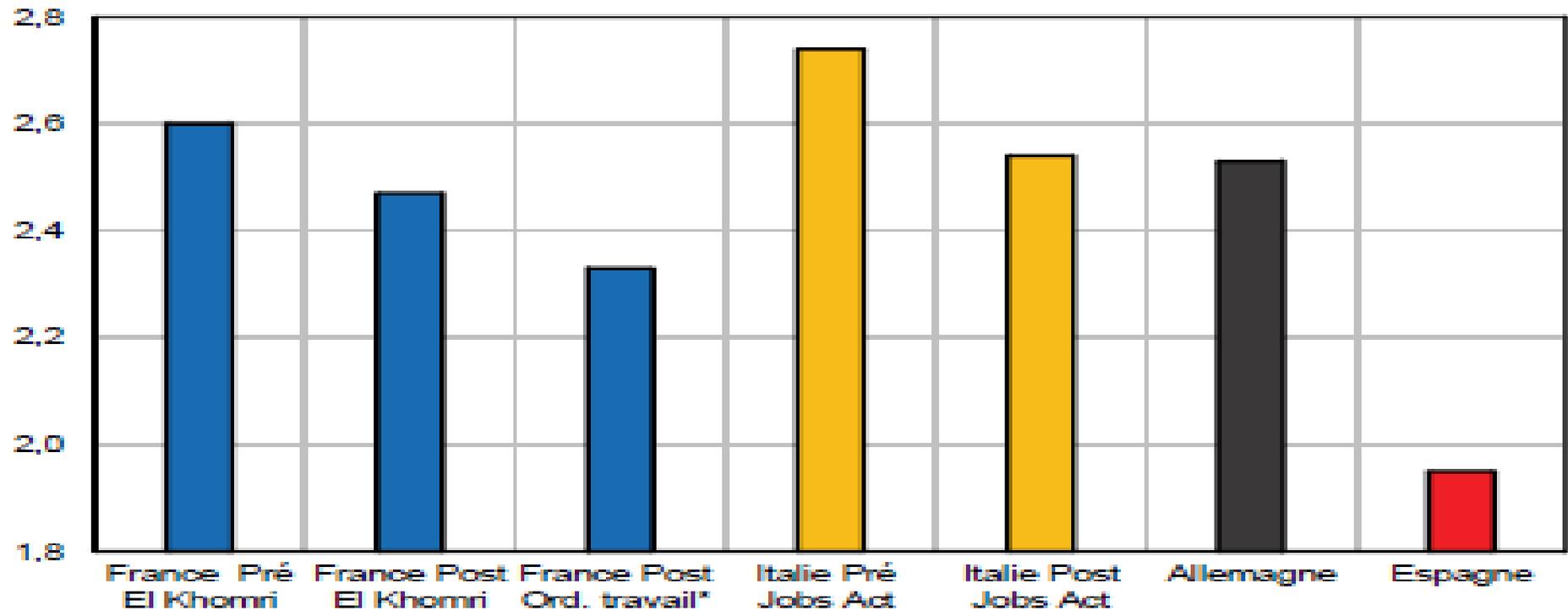


LPE (2) embauche de travailleurs temporaires



Protection du CDI : les efforts récents de « dérégulation » en France et en Italie (2015 – 2018)

Graphique 8 : Indice de protection de l'emploi permanent (CDI) contre les licenciements individuels



Quelques études et résultats

- Per Skedinger 2010, *Employment Protection Legislation*, Edward Elgar, passe en revue plus de 100 études : effets indécis ou mitigés sur le chômage
- Ici encore les jeunes seraient les victimes principales
- Joana Marinescu 2009, « Job security legislation and job duration: evidence from the United Kingdom », *Journal of Labor Economics*, vol. 27, n°3, p. 465 – 486, montre sur données individuelles 1996 – 2004 les effets positifs d'un renforcement de la protection des nouveaux embauchés -> meilleure accumulation des compétences
- Mais Massimiliano Bratti et al 2018, *Employment Protection Legislation, temporary contracts and firm-provided training: evidence from Italy* », *IZA Working Paper* n° 11339, montrent un renforcement de la segmentation du marché du travail et une réduction de l'effort de formation des entreprises concernées, embauchant davantage de contrats courts ou intérimaires

3.3 Assurance - chômage

- Deux composantes, cf. Pôle emploi : indemnisation (dépenses « passives »), et information - placement – formation des chômeurs-euses (dépenses « actives »)
- En cause ici la composante « passive », de loin la plus importante
- Elle sécurise un temps les chômeurs-euses et permet leur recherche d'emploi sans être acculé(e)s à une décision rapide
- Mais elle peut les désinciter en poussant les bénéficiaires à rester « trop longtemps » au chômage (« hasard moral »)
- Rhétorique de l' « activation » : pousser les bénéficiaires à intensifier leur recherche et assouplir leurs critères d'acceptation
- Limiter les durées maximales de l'indemnisation, limiter les montants, renforcer les contrôles et menacer de sanctions... Ceci rejoint les préoccupations de maîtrise des coûts

Une « générosité » variable selon les pays et les niveaux de salaire

Tableau 5. Taux de remplacement net en début de période d'indemnisation en fonction du revenu salarial initial (exprimé en % du salaire moyen du pays), 2015

	67 % du salaire moyen	Salaire moyen	150 % du salaire moyen
Allemagne	77	72	68
Belgique	86	69	54
Danemark	89	68	52
Espagne	80	68	50
États-Unis	66	52	39
France	74	72	71
Italie	80	71	56
Royaume-Uni	47	38	30
Médiane de l'OCDE	75	66	54
Médiane de l'UE	74	68	54

Champ : taux moyen calculé sur six situations de famille différentes (célibataire ou en couple, avec un ou deux apporteurs de revenu, sans enfant et avec deux enfants) et sans prise en compte des aides au logement.

Lecture : en 2015, en France, le revenu de remplacement obtenu à la suite de la perte de son emploi est, en moyenne selon différentes configurations familiales, de 74 % du revenu initial si celui-ci se situait à 67 % du salaire moyen.

Source : OCDE, calcul des auteurs.

Le partage actif/passif : opposition Danemark – Etats-Unis

Tableau 6. Comparaison internationale des dépenses de politiques de l'emploi, 2016

(dépenses exprimées en % du PIB)

	Total des dépenses de la politique de l'emploi	Dépenses « actives »	Dépenses « passives »
OCDE	1,31	0,54	0,79
États-Unis	0,27	0,11	0,16
Danemark	3,22	2,07	1,15
France (2015)	2,98	1,01	1,98

Source : OCDE [2018, annexe statistique].

Les politiques restrictives, armes à double tranchant

- Les restrictions raccourcissent effectivement le temps passé au chômage mais dégradent la qualité des emplois retrouvés
- Konstantin Tatsiramos et Jan Van Ours 2014, « Labor market effects of unemployment insurance design », *Journal of Economic Surveys*, vol. 28, n°2, p. 284 – 311 : un accroissement de la durée maximale d'indemnisation -> durée au chômage accrue de 20% de cet accroissement (à partir de 9 évaluations sur 7 pays); effets négatifs de la générosité sur le salaire et la durée de l'emploi retrouvé (à partir de 4 évaluations sur 4 pays)
- Gérard Van den Berg et Johan Vikström 2014, « Monitoring job offers decisions, punishment, exit to work and job quality », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 116 n°2 p. 312 – 334, montrent pour la Suède les sanctions ont accru de 23% la probabilité de retrouver un emploi, mais les emplois retrouvés sont moins qualifiés et moins bien payés (-3,8%) et plus fréquemment à temps partiel (+15%).
- L'OCDE elle-même souligne les effets de soutien de la demande et de réduction des inégalités

Conclusion provisoire

- Effets souvent faibles et pas significatifs sur l'emploi, contrairement au procès souvent instruit a priori
- Effets complexes, souvent à double tranchant, avantages et inconvénients, bénéficiaires et perdants
- ... mais beaucoup semble dépendre de l'interaction entre plusieurs ensembles d'institutions. Exemple de l'assurance-chômage, dont l'efficacité dépend du système de formation continue et du niveau général de formation; exemple de la LPE, effets négatifs sur les jeunes contrés par un apprentissage fort
- Un terrain fertile pour les évaluations comparatives; mais quelle vision d'ensemble ?